

LA COURSE... À RELAIS-FEMMES

1265, rue Berri, bureau 390, Montréal, Québec, H2L 4X4 Tél.: (514) 844-4509 Fax: (514) 844-1598

ÉDITORIAL

Bonjour à toutes,

Depuis plusieurs mois, la question du financement prend beaucoup de place dans nos préoccupations. Cela ne signifie pas que Relais-femmes ne se centre que sur ce dossier, bien au contraire. Nous aimerions vous faire part de quelques projets qui illustrent bien la diversité et la vitalité de l'équipe de travail.

Sous le volet formation, nous avons obtenu, en collaboration avec le Protocole-UQAM-Relais-femmes, une subvention de deux ans du Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Éducation du Québec. Cette formation portera sur l'économie sociale du point de vue des femmes. Il s'agit plus particulièrement de permettre une appropriation des concepts, des pratiques, des enjeux, des potentialités, mais également des pièges liés à l'économie sociale d'après une perspective féministe. Ce projet nous semble extrêmement pertinent dans la conjoncture actuelle et soutiendra adéquatement les groupes de femmes dans le développement de projets d'économie sociale respectueux de leur mission.

Sous le volet recherche, nous en sommes à la dernière année du projet concernant les cuisines collectives. Depuis quelques mois, un membre de l'équipe de recherche en collaboration avec des militantes des cuisines collectives élabore un projet de formation en vue de faciliter l'appropriation des données de recherche par l'ensemble des membres du Regroupement des cuisines collectives du Québec. Ce projet est une illustration de la volonté de Relais-femmes de s'assurer que les résultats de recherche se transforment en outils de formation pour permettre aux groupes concernés de se consolider et de se développer.

Dernièrement, Relais-femmes a organisé une rencontre de suivi concernant la conférence de Beijing et le Sommet socio-économique. L'intérêt suscité par cette journée nous confirme l'importance du rôle de Relais-femmes comme lieu de réflexion et de débats. Nous devons poursuivre et multiplier ce type de soutien aux groupes de femmes. Ces espaces de réflexion hors du quotidien nous semblent essentiels pour permettre aux groupes d'alimenter leur analyse et d'identifier collectivement les enjeux qui traversent le mouvement des femmes actuellement.

Nous soulignons aussi la grande implication de Relais-femmes au sein du comité aviseur provisoire du Secrétariat à l'action communautaire autonome. Celle-ci a permis de faire entendre notre point de vue de féministe sur l'action communautaire et de consolider nos alliances avec le mouvement communautaire et populaire.

En terminant, nous voudrions vous faire part de changements organisationnels vécus par l'équipe depuis juin dernier. Désormais, Relais-femmes se structure en trois secteurs : Céline Martin agit comme responsable du secteur formation, Lucie Bélanger développe le secteur recherche et notre nouvelle recrue, "grand crue", Chantal Lamarre, est responsable du secteur administratif et de la vie associative. Ces modifications demandent des ajustements, mais l'expérience semble être sur la bonne voie.

Enfin, sachez profiter pleinement des vacances qui s'en viennent et nous vous souhaitons nos meilleurs voeux pour la nouvelle année.

Danielle Fournier, présidente

LA COURSE AUX OUTILS

Publications et productions

Affiche sur le partenariat

"Une recherche en partenariat? Questions préalables", produite par le CRI-VIFF et Relais-femmes, janvier 1996. 10\$

Cuisines collectives

"L'économie des Cuisines Collectives", 4\$. "La dimension de genre", enquête auprès des femmes impliquées dans des org. populaires au Pérou, 5\$. Produits par la Fédé. des Centrales des Cuisines populaires autogérées de Lima et Callo

Mémoire sur la fiscalité

"Oser choisir ensemble la solidarité", présenté par 14 regroupements de groupes de femmes du Québec, recherche et rédaction Diane Matte et Maryse Perreault, août 1996. 5\$

Relais-femmes sera fermé
durant la période des Fêtes
du 20 décembre 1996
au 5 janvier 1997.

Message : Table des groupes de femmes de Montréal

La Table des groupes de femmes de Montréal entame une 1^{ère} campagne de recrutement de membres. Suite à une rencontre où plus de 70 groupes de femmes montréalais manifestaient le désir de se doter d'un lieu de concertation, des démarches ont été entreprises pour organiser une première assemblée. L'objectif ultime : regrouper l'ensemble des organismes travaillant à l'amélioration des conditions de vie des femmes de l'île de Montréal et ce, dans toutes les sphères de la vie sociale, politique, économique et culturelle. Si vous désirez vous joindre à ce réseau, contacter : Louise Brossard ou Andrée Savard au 723-1068.

⇒ Collaboratrices au bulletin

Lucie Bélanger Lucie Lamarche
Danielle Fournier Chantal Lamarre
Nadine Goudreault Céline Martin
Lyne Kurtzman Charlotte Thibault
Nicole Lacelle



Activités de formation

LA COURSE DES 100 MAÎTRES...SES

Médiation communautaire

La phase II du projet Médiation communautaire pour les familles recomposées réalisé dans le cadre du Protocole UQAM-Relais-femmes comprend deux étapes. La première étape consiste à former six formatrices ou formateurs et la deuxième vise à former des aidantes et aidants naturels. Cette formation a débuté au mois d'octobre dans trois régions (Rive-Nord de Montréal-Outaouais, Centre du Québec et Rive-Sud) pour permettre au maximum d'associations de la Fédération des familles monoparentales et recomposées du Québec d'y participer. Selon la grille pédagogique établie par Louise Gaudreau, professeure en Sciences de l'éducation de l'UQAM et conceptrice du programme, les personnes s'engagent à 10 rencontres. Le programme est très actif et vivant : vidéo, jeux, tests interactifs, discussions, simulations, tout a été pensé pour apprendre sérieusement en même temps qu'on évite les longs exposés. Pour la première fois, il existera un outil souple et, espérons-le, efficace pour aider les familles recomposées à se consolider et à surmonter leurs difficultés. Les aidantes et les aidants naturels ayant vécu ces difficultés s'offrent pour aider d'autres personnes parce qu'elles et ils croient en l'entraide et que relever des défis et changer la vie c'est possible.

De plus, le comité aviseur élabore avec l'équipe de La Source de Victoriaville un plan de promotion. Dès janvier 1997, des outils de promotions seront remis aux associations participantes à la formation.

Outils de communication

Un nouveau groupe s'attaque au cancer du sein : il s'agit du Réseau québécois pour la santé du sein fondé il y a moins d'un an et demi par des femmes aux prises avec la maladie et des groupes de soutien à la cause de la santé du sein. Quelques 16 femmes du Réseau ont pu participer cet automne à des formations

dans le cadre de notre protocole avec l'UQAM. Soutenues par le journaliste Antoine Char et la relationniste Danielle Maisonneuve, les participantes se sont familiarisées avec le monde des communications dans le but d'améliorer leurs connaissances des médias et leurs habiletés comme porte-parole du Réseau. Ces femmes se définissent comme des "combattantes" pour la santé du sein, engagées à prévenir cette maladie mortelle et à améliorer les chances de guérison chez celles qui en sont atteintes.

Collaboration avec CUSO

Des militantes et militants intervenant dans des champs variés tels que la santé, les coopératives, l'environnement, la violence faite aux femmes et aux enfants de la rue etc., partent en coopération internationale avec CUSO. Partir avec CUSO, c'est partir avec la conscience de faire partie d'un mouvement de transformation sociale en faveur de la justice, de la démocratie, de l'égalité des rapports entre les femmes et les hommes... et qui a ses racines tant au Sud qu'au Nord.

CUSO fait appel à Relais-femmes afin de favoriser une connaissance du mouvement des femmes du Québec et de ses pratiques en solidarité internationale et pour réfléchir avec les groupes de coopérantes et coopérants sur ce que veut dire "faire émerger des rapports égalitaires dans leur travail-terrain". Depuis une année, Nous avons collaboré à trois sessions de formation. Une collaboration heureuse et fructueuse que nous souhaitons poursuivre.

L'économie sociale

Une subvention du ministère de l'Éducation obtenue dans le cadre du Protocole UQAM-Relais-femmes nous permet présentement de cogiter un programme de formation en économie sociale. Les groupes associés à Relais-femmes sont la Fédération des femmes du Québec et l'R des centres de femmes du Québec. Du côté de l'UQAM, Lucie Lamarche, Département des sciences juridiques et Lyne Kurtzman du Service aux collectivités font partie du Comité des partenaires auquel participe également Cécile Sabourin, économiste à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Lise Moisan travaille présentement à rédiger une recension

des écrits. À ce jour, nous avons précisé les objectifs de formation suivants : 1. Développer une perspective féministe critique sur les structures actuelles du système économique dominant dans un contexte de mondialisation; 2. Mettre en valeur des analyses féministes portant sur la production et l'évaluation de la richesse; le travail rémunéré et non rémunéré des femmes; l'économie du marché (secteur privé); l'économie publique (secteur public); l'autre économie; le rôle de l'État à l'égard des droits de la personne, des droits des femmes et des droits sociaux; les mouvements sociaux, le mouvement des femmes et communautaire en particulier; 3. Se faire une représentation de l'économie sociale au Québec à partir des écrits récents et des pratiques existantes; 4. Cibler des expériences et des initiatives réalisées par des groupes de femmes et communautaires afin d'illustrer en quoi l'économie sociale peut comporter des pratiques alternatives axées sur le changement social.



Activités de recherche

LA COURSE AU TRÉSOR

Culture organisationnelle

Cette recherche-action vise à identifier des éléments de la culture organisationnelle des groupes de femmes, à analyser leur mise en oeuvre et à mesurer leur impact sur la qualité des services et le niveau de satisfaction au travail. Relais-femmes en collaboration avec l'équipe de chercheuses, Danielle Fournier de Université de Montréal, Nancy Gumberman et Jocelyne Lamoureux de UQAM-SAC et le Centre de formation populaire organisent le lancement d'un document "Membres, usagères, bénévoles, travailleuses : y a-t-il des pratiques organisationnelles féministes". Le lancement aura lieu mercredi le 29 janvier 1997 lors d'un 5 à 7 à l'UQAM. Il sera précédé d'une rencontre de discussions où seront conviés les membres de Relais-femmes et du Centre de formation populaire.

Cuisines collectives

Né d'une recherche-action menée en partenariat avec le Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ), l'Université de Montréal ainsi qu'avec les cuisines collectives au Pérou, ce projet de formation permet aux participantes des cuisines collectives de s'approprier

les données de la recherche, d'y jeter un regard critique et de les traduire en outils pratiques. Un comité de 10 femmes des cuisines collectives de différentes régions travaille à l'élaboration d'une démarche pédagogique. Ce projet permet au RCCQ de consolider le rôle de rassembleur au sein du mouvement féministe et populaire. Il est rendu possible grâce à une subvention de Condition féminine Canada, à l'implication du RCCQ, de Relais-femmes et des participantes aux cuisines collectives.

Les pratiques d'interventions féministes dans les C.A.L.A.C.S.

Une recherche a été réalisée par Claudette Vandal dans le cadre du protocole UQAM-Relais-femmes. Ce mémoire de maîtrise en intervention sociale retrace le cheminement des pratiques d'interventions féministes dans les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel. La chercheuse nous conduit au cœur d'une pratique féministe qui conjugue radicalité et ouverture plurielle. Elle réalise une lecture fine et articulée du sens que prend "le privé est politique" dans une intervention enracinée dans un double processus de transformation personnelle et socio-politique. Une lecture à faire pour toute militante féministe. Le document sera disponible au début de l'année 1997.

Les droits économiques des femmes : agenda féministe

En mai 1996, Relais-femmes recevait du Centre pour les droits de la personne et le développement démocratique une subvention de démarrage destinée au projet décrit en rubrique. Ce projet se veut la première phase d'une entreprise destinée à réunir éventuellement sous l'égide de Relais-femmes des femmes de l'Amérique concernées par la question de l'érosion des droits fondamentaux et économiques des femmes, de la continentalisation de l'espace économique et des stratégies Nord-Sud qu'elles pourraient en conséquence adopter. Dans un premier temps, la chercheuse responsable du projet, madame Laura D'Urbano, s'est appliquée à établir ou consolider les contacts appropriés auprès des femmes du Pérou, de la Colombie, du Mexique et du Chili et à procéder au fastidieux exercice de cueillette des informations juridiques et

économiques pertinentes. Dans un deuxième temps, une méthodologie destinée à définir les secteurs d'activités économiques propres à chaque partenaire a mené au rétrécissement du champ d'investigation et à une détermination plus précise des objectifs du projet.

Procédant maintenant à la fermeture de la première phase du projet, Relais-femmes est en mesure de préciser comment se poursuivra ce projet et en fonction de quels axes prioritaires la recherche de financement sera orientée. Nous en faisons ici état. En partenariat avec Aurora Vivar du Pérou, Relais-femmes poursuivra son dialogue et sa recherche documentaire sur la situation des femmes oeuvrant dans le secteur informel de la confection textile en insistant sur les dimensions suivantes : les objectifs de regroupement des travailleuses dans le but de la reconnaissance et de la mise en oeuvre de leurs droits au respect des normes minimales du travail et les alternatives à la syndicalisation formelle dans le contexte du travail informel. Avec Fronteras Comunes du Mexique, Relais-femmes poursuivra son travail en concentrant sa recherche sur le sort des travailleuses mexicaines dans le secteur de la production alimentaire industrielle dans le but de préciser l'écart entre la législation du travail et la protection réelle qu'en tirent les travailleuses. Ici, le thème de l'accès au bénéfice de la loi et de l'accès à la justice est privilégié. Avec CEM du Chili, Relais-femmes poursuit un travail d'échanges de données destiné à mieux circonscrire le phénomène de l'exclusion et de la discrimination dans le domaine des protections sociales et de la sécurité sociale. Cet accroissement de l'exclusion des protections est causé par les transformations profondes qui affectent la gestion des régimes de protection sociale au Chili en raison de leur privatisation. Le secteur plus particulièrement visé par ce dialogue est celui des travailleuses oeuvrant dans la production agro-alimentaire.

Les objectifs du projet sont maintenant axés sur la nécessité de faire précéder une consultation transnationale d'un échange national au niveau de chacun des partenaires incluant le Québec. Tout

porte à croire que l'éventuel séminaire transnational se préoccupera de déterminer comment doivent être vues les problématiques suivantes, toutes liées au respect des droits civils et économiques des travailleuses ressortissantes des pays-partenaires : le droit de se regrouper pour améliorer ses conditions matérielles d'existence; les modes de respect des lois relatives aux normes minimales du travail dans le cas du travail informel dans les secteurs préidentifiés, l'accès et le bénéfice de la sécurité sociale et enfin, l'impact de la transformation du statut de travailleuse en celui de "femmes d'affaires autonomes".

Soulignons en terminant, qu'avec l'appui de la professeure Lucie Lamarche du Département des sciences juridiques de l'UQAM, Relais-femmes dispose maintenant d'un accès privilégié à une importante documentation tant juridique qu'économique en ce qui concerne la situation des femmes d'Amérique latine en matière de droits économiques et sociaux.

SOLIDAIRES DANS LA COURSE **Le partenariat**

ICREF - 20e anniversaire!

L'Institut canadien de recherches sur les femmes fête ses 20 années d'existence le 26 octobre 1996. L'ICREF est une pionnière et développeuse acharnée de la recherche-action féministe ainsi qu'une force catalyseuse des énergies féministes au Canada; nous n'avons qu'à penser au Forum des femmes à Beijing. L'ICREF véhicule dans ses projets un sens aigu de la diversité entre les femmes, dans ses diverses facettes et sait en faire une force créatrice.

À cette occasion, l'ICREF invitait Relais-femmes à participer à une réflexion sur le partenariat en recherche entre les chercheuses des milieux universitaires et le communautaire. Cette invitation faisait suite à une recherche exploratoire menée conjointement dans cinq régions du Canada sous la responsabilité de l'ICREF. Un banquet clôturait l'événement au Centre national des arts sous la présidence d'honneur de Madame la juge Rosalie Abella. Bravo et 20 autres belles années.

Avec l'appui et l'expertise du Groupe de ressources technique "Bâtir son quartier", 17 groupes provinciaux et régionaux ont entrepris une démarche de faisabilité pour acquérir une maison.

Les groupes ont choisi de rendre hommage à deux pionnières du mouvement des femmes au Québec: Madeleine Parent et Léa Roback. L'association des noms permet de souligner une amitié et de rappeler l'importance du collectif et de la solidarité. De plus, elle souligne le travail auprès des groupes communautaires, des syndicats, des groupes pacifistes et des femmes autochtones et des immigrantes.

L'une des retombées importantes du projet est le maintien et la création d'emplois. En effet, nous évaluons que les deux phases permettront la création de 14 nouveaux emplois et le maintien des 51 emplois.

La première phase de ce projet consiste en l'acquisition et la rénovation d'un immeuble pour y loger des organismes provinciaux et régionaux travaillant à l'amélioration des conditions de vie des femmes. Cette maison nous donnera la possibilité d'exercer un meilleur contrôle de nos dépenses de fonctionnement et, par conséquent, de nous assurer une plus grande stabilité. Cette proximité facilitera les échanges en particulier sur les dossiers communs. De plus, nous aurons une meilleure visibilité des réalisations et activités. La seconde phase du projet, la «couette et brioches» (bed and breakfast) vise à répondre aux besoins d'hébergement de nos membres et des groupes internationaux en vue de favoriser les échanges entre les différents groupes de femmes de tous les pays.

Le Fonds de démarrage du CRI-VIFF a permis à deux groupes membres de Relais-femmes et actives dans le champ de la violence faite aux femmes d'avoir accès à des ressources. Pour le Développement québécois de la sécurité des femmes (DQSF) cet appui a permis la réalisation d'une revue de littératures et le renforcement de liens avec des organismes de soutien. Le DQSF a aussi déposé une demande au Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS) avec les chercheuses Anne Paquet Deehy (CRI-VIFF/UdeM) et Michèle Bourgon (UQAM) ainsi que Relais-femmes, sous le titre "Entre cinq murs? : la violence à l'égard des femmes ayant des limitations fonctionnelles dans le cadre du maintien dans la communauté".

Un second groupe, le Groupe d'intervention en violence conjugale chez les lesbiennes (GIVCL) a obtenu un appui financier pour rédiger un document de réflexion intitulé : "Au-delà des mythes, la violence conjugale chez les lesbiennes : état de la question, pistes d'intervention". Nous tenons à souligner qu'il s'agit, pour ces deux projets, de champs pratiquement inexplorés et qui pourraient même être craints par les bailleurs de fonds. Donc, le soutien du CRI-VIFF est un appui important pour ces groupes partenaires.



LA COURSE AUTOUR DU MONDE

En regard du Plan d'action de Beijing... journée de réflexion sur le Sommet socio-économique par les groupes de femmes du Québec

Plus de 60 femmes ont participé le 22 novembre dernier à une journée de réflexion sur le Sommet socio-économique. Le format de la journée comprenait deux tables-rondes suivies d'ateliers et d'une plénière. Cette rencontre a permis de poser un regard critique sur le sommet et de le resituer dans un contexte plus large, celui des engagements du gouvernement québécois pris aux conférences de Beijing (Quatrième conférence mondiale sur les femmes, septembre 95) et d'Istanbul (Conférence mondiale pour les établissements humains : Habitat II, juin 1996). Madame Lucie Lamarche, professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM, a démontré les contradictions entre le désengagement de l'État québécois et les engagements pris à Beijing. Madame Anne Michaud, Ville de Montréal, participante à la conférence mondiale sur Habitat II, a démontré que c'est grâce une fois de

plus aux efforts concertés des femmes des ONG et aux autres partenaires de la Supercoalition et du Caucus des femmes, que l'on retrouve, dans le Programme pour l'Habitat, l'égalité des sexes à l'intérieur de la problématique du logement et du développement humain durable. L'objectif de l'égalité des sexes est défini comme une condition sine qua non à la réalisation du développement humain durable : pas de développement humain durable sans égalité hommes/femmes. Et enfin, madame Françoise David de la Fédération des femmes du Québec a présenté son bilan personnel de la participation des groupes de femmes et des groupes communautaires au Sommet.

En après-midi, la table-ronde portait sur les impacts de l'analyse de genre sur nos revendications. Madame Suzanne Champagne, consultante en développement internationale a présenté les avantages et les inconvénients de l'analyse de genre à partir d'une étude réalisée avec des femmes rurales au Burkina Faso. Nous savons que nos gouvernements se sont engagés à Beijing à tenir pleinement compte des réalités différentes vécues par les femmes dans le cadre de l'élaboration des

politiques gouvernementales. Condition féminine Canada a un Guide intitulé "Analyse comparative entre les sexes". Ce guide vise à faciliter l'évaluation de politiques et de mesures législatives à partir d'une optique qui tient compte des différences entre les sexes. Par contre, le Gouvernement du Québec n'a pas un outil similaire. Madame Diane Lemieux, présidente du Conseil du statut de la femme, a fait état des réflexions en cours au sein du Gouvernement du Québec au sujet de l'analyse de genre et à montrer les avantages à la fois pour les différents ministères et le mouvement des femmes. Josée Belleau de l'R des centres de femmes du Québec a fait une analyse féministe de l'expérience des groupes de femmes dans le dossier de l'économie sociale. Signalons que les participantes à la journée ont ressenti le besoin de mieux comprendre ce que veut dire «analyse de genre» comparativement à l'analyse féministe. Des ateliers sur la pauvreté, la santé et la violence ont permis aux participantes de faire le point et de réorienter l'action. Les tables-rondes ont été enregistrées par le Groupe d'intervention en vidéo. Cette formation sera reprise dans 6 régions et est disponible pour les groupes intéressés. Pour de plus d'information, rejoindre Relais-femmes.